



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-NEUVIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

de l'Assemblée

Le mardi 10 mars 2009 — Vol. 41 N° 4

**Président de l'Assemblée nationale:
M. Yvon Vallières**

QUÉBEC

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats des commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission en particulier:	
Commission de l'administration publique	75,00 \$
Commission des affaires sociales	75,00 \$
Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation	25,00 \$
Commission de l'aménagement du territoire	100,00 \$
Commission de l'Assemblée nationale	5,00 \$
Commission de la culture	25,00 \$
Commission de l'économie et du travail	100,00 \$
Commission de l'éducation	75,00 \$
Commission des finances publiques	75,00 \$
Commission des institutions	100,00 \$
Commission des transports et de l'environnement	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85
Québec, Qc
G1A 1A3

Téléphone: (418) 643-2754
Télécopieur: (418) 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires sur Internet à l'adresse suivante:
www.assnat.qc.ca

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Débats de l'Assemblée nationale
Le mardi 10 mars 2009 — Vol. 41 N° 4
Table des matières

Affaires du jour

Affaires prioritaires	135
Discours d'ouverture	135
M. Jean Charest	

Ajournement	141
--------------------	-----

Annexe	
Membres de l'Assemblée nationale du Québec	

Le mardi 10 mars 2009 — Vol. 41 N° 4

(Quatorze heures huit minutes)

Le Président: Alors, chers collègues, je vous souhaite une bonne journée, une bonne session parlementaire à tous et toutes. En début de séance, je voudrais vous indiquer que c'est avec tristesse que nous avons appris le décès de Mme Victoria Arseneault, qui est la mère de notre collègue députée de Duplessis, Mme Lorraine Richard. Alors, nous allons, si vous voulez bien, nous recueillir quelques instants en ayant une pensée toute particulière pour notre collègue et ses proches.

Alors, je vous remercie. Veuillez vous asseoir.

Affaires du jour

Affaires prioritaires

Discours d'ouverture

Alors, j'invite maintenant le premier ministre à prononcer le discours d'ouverture de la première session de la Trente-neuvième Législature. M. le premier ministre.

M. Jean Charest

M. Charest: Merci.

(Applaudissements)

Alors, M. le Président, nous reprenons aujourd'hui les travaux de la Trente-neuvième Législature de notre Assemblée. Et d'emblée j'aimerais vous réitérer nos félicitations pour votre élection à la présidence de l'Assemblée nationale. Ceux et celles d'entre nous qui vous connaissent sont beaucoup rassurés par votre expérience, par votre sagesse, également votre clairvoyance.

● *(14 h 10)* ●

Je salue la députée de Charlevoix, chef de l'opposition officielle, qui assume ses nouvelles fonctions aujourd'hui accompagnée d'une équipe plus nombreuse.

Je salue aussi la députée de Lotbinière, qui mènera l'équipe de l'Action démocratique du Québec. Et nous avons aujourd'hui une pensée particulière pour celui qui fut député du comté de Rivière-du-Loup. Au nom de tous les Québécois, je souhaite à M. Dumont, également à sa famille, beaucoup de succès dans leurs projets.

Je salue également le député de Mercier, du parti Québec solidaire, qui représente dans notre Parlement une nouvelle alternative pour les souverainistes de gauche, M. le Président.

Des voix: ...

M. Charest: M. le Président... Retenez vos applaudissements, M. le Président.

M. le Président, en 2008, les Québécois ont inscrit un nouveau paragraphe dans le grand livre de l'histoire de l'humanité, je le dis modestement, sans prétention, en célébrant le 400e anniversaire de la fondation de la ville de Québec, notre capitale nationale.

En 2010, nous célébrons un autre anniversaire... nous célébrerons un autre anniversaire, le 50e de l'élection de l'équipe du tonnerre et du gouvernement du premier ministre Jean Lesage. Son élection allait enclencher la Révolution tranquille, par laquelle le Québec s'est donné un État moderne.

Entre ces deux anniversaires, l'un lointain et l'autre récent, les citoyens de ce qui fut la Nouvelle-France, puis le Bas-Canada, puis le Québec ont, d'une génération à l'autre, traversé les siècles. D'une époque à l'autre, ils sont restés eux-mêmes, profondément attachés à leur culture, très fiers et prêts à tous les efforts pour assurer l'avenir de leurs enfants. Entre ces deux anniversaires, je me présente à vous et à tous les Québécois à la tête d'un nouveau gouvernement ayant obtenu le mandat de traverser une tempête économique qui secoue le monde entier, y incluant le Québec.

Depuis l'automne, cette tempête s'est aggravée. Le premier ministre britannique Gordon Brown, dans un discours qu'il prononçait devant le Congrès américain le 4 mars dernier, estimait qu'un ouragan économique avait balayé le monde. Depuis trois mois, l'économie américaine a perdu plus de 2 millions d'emplois. Pendant la même période, le Canada a perdu 200 000 emplois. Il y a dans ces chiffres un lien de cause à effet puisqu'au Canada un emploi sur trois dépend directement de l'économie américaine. Dans le dernier trimestre de 2008, l'économie s'est radicalement contractée d'un bout à l'autre de la planète. Moins 6,2 % aux États-Unis, moins 5,9 % dans l'Union européenne, moins 12,7 % au Japon, moins 3,4 % au Canada, une performance moins pire qu'ailleurs mais quand même la plus mauvaise performance de l'économie canadienne depuis 18 ans.

Dans les derniers mois, des États-Unis à l'Europe, des gouvernements ont dû racheter en catastrophe des banques au bord de la faillite. Presque tous les pays développés auront des budgets qui seront déficitaires. Les États-Unis annoncent un déficit inouï correspondant à 12,3 % de leur produit intérieur brut. Jamais de mon vivant, M. le Président, je n'aurais cru cela possible. Au Royaume-Uni, 8,8 % de déficit. En France, 5,6 %. Et le dernier budget du gouvernement du Canada était à 2,2 % de déficit par rapport au produit intérieur brut.

Ce que nous vivons n'a pas de comparable. Cette crise, par les raisons qui l'ont déclenchée et par la manière dont elle s'est propagée, elle est inédite. Personne dans cette Assemblée ne peut prétendre avoir vécu une situation qui est similaire à celle que nous vivons aujourd'hui. Je ne connais pas un individu sur cette planète qui peut prétendre avoir vécu, de près ou de loin, ce que nous vivons aujourd'hui même. Le Québec, qui a une des économies les plus ouvertes au monde, branchée sur l'économie américaine, est directement affecté. Il faut donc évidemment comprendre l'inquiétude des Québécois.

Malgré tout, le Québec et le Canada s'en tirent mieux qu'ailleurs. Voici ce qu'on pouvait lire, dans la revue *Newsweek* du 16 février dernier, de l'éditeur, qui est très connu, Fareed Zakaria, et je le cite, M. le Président: «Guess which country, alone in the industrialized world, has not faced a single bank failure, calls for bailouts or government intervention in the financial or mortgage

sectors. [...]Canada. In 2008, the World Economic Forum ranked Canada's banking system the healthiest in the world. America's ranked 40th, Britain's 44th.»

Dans l'exception canadienne, le Québec figure bien. Le Québec a maintenu le nombre de ses emplois en 2008. Contrairement aux États-Unis et à certains marchés canadiens, il n'y a pas de chute dramatique de la valeur de nos maisons. Et de nombreux experts observent que le Québec sera éprouvé mais conserve l'avantage d'une économie diversifiée.

M. le Président, cette crise économique nous ramène aux valeurs qui nous distinguent comme Québécois et met en lumière les choix que nous avons faits comme société. Nous, Québécois, croyons en la justice sociale et la lutte contre la pauvreté.

Sur cette question, je veux citer l'économiste Pierre Fortin, qui, dans le journal *La Presse* du 20 décembre dernier, écrivait justement un papier sur la question de la pauvreté, et je le cite sur ce qu'il nous disait: «Depuis 10 ans, ce taux — le taux de pauvreté — a baissé de 40 % au Québec. [...] Cette chute [...] est la plus importante enregistrée dans toutes les régions du Canada au cours de la dernière décennie. [...] D'une part, la pauvreté a énormément diminué au Québec depuis 10 ans. D'autre part, les familles pauvres du Québec sont [...] moins pauvres que celles du reste du Canada et des États-Unis.»

Je vous cite ce passage, M. le Président, non pas dans le but de vous dire qu'on se déclare satisfaits, mais pour vous dire et rappeler à tous les Québécois que nous sommes capables de combattre la pauvreté. Comme société, on est capables de mobilisation pour réduire la pauvreté. Et il y a là-dedans le reflet de nos valeurs profondes.

Nous, Québécois, nous croyons beaucoup en la famille. Ici, je veux citer le livre, écrit il y a quelques mois seulement, intitulé *Le Québec, un paradis pour les familles?*, écrit par Luc Godbout et Suzie St-Cerny, en passant, de l'Université de Sherbrooke, excellente institution, et je cite: «Les familles québécoises dont les enfants fréquentent la garderie ont quand même, après avoir payé leurs impôts, leurs cotisations sociales et leurs frais de garde et pris en compte leurs prestations, le revenu disponible le plus élevé au Canada. Pour la famille québécoise représentative de la classe moyenne gagnant un revenu familial de 75 000 \$, il reste en moyenne autour de 6 000 \$ de plus dans ses poches.»

● (14 h 20) ●

Nous, Québécois, savons que nous pouvons aussi changer les choses par nos politiques, par notre volonté commune ici, à l'Assemblée nationale. Et je veux citer la revue britannique très connue *The Economist*, qui, le 8 janvier dernier, écrivait au sujet de notre régime d'assurance parentale. Il disait ceci: «...in 2006 the Liberal provincial Government [...] introduced a provision for parental leave that is more generous than anywhere else in North America. And at last the children came. The number of births in the province jumped almost 8% that year [...], and then a further 2.6% in 2007. Early figures for last year show the trend continuing.» Eh bien, pas plus tard que la semaine dernière, les résultats préliminaires de l'Institut de la statistique du Québec nous apprenaient en effet que le nombre de naissances avait poursuivi sa progression en 2008 avec une hausse supplémentaire de 4 %.

De tout ça, M. le Président, il en ressort une chose: à l'heure où l'économie mondiale est ébranlée, le

Québec offre une vision du progrès qui est à la fois juste et rassembleuse. Par exemple, nous avons fait, il y a 40 ans, le choix des énergies renouvelables. C'est la voie d'une prospérité qui ne se fait pas contre la planète mais pour la planète. On a fait le choix de la justice sociale avec un système de santé public. On a fait le choix de l'égalité des chances avec notre système d'éducation. On a fait le choix de célébrer notre culture, l'âme de notre peuple, en soutenant nos artistes et nos créateurs au Québec et sur la scène internationale. On a fait le choix de l'égalité entre les femmes et les hommes. Mon gouvernement est le premier de l'histoire du Québec et un des seuls au monde à compter autant de femmes que d'hommes à son Conseil des ministres. Et, sur cette question, de 2006 à aujourd'hui, le nombre de femmes sur les conseils d'administration des sociétés d'État est passé de 27 % à 44 %. Nous avons fait le choix de l'ouverture. Il fallait du courage pour oser voir dans le nombre de Québécois une invitation au partage plutôt qu'un prétexte au repli. L'ouverture du Québec est au cœur de mon engagement politique et de la tradition de mon parti.

Ce choix, ces choix, qui s'appuient sur nos valeurs, ont aujourd'hui l'effet d'atténuer l'impact chez nous de la crise économique. Je vois dans le présent la force du Québec et je reconnais dans notre passé la détermination de notre peuple. Pour moi, le Québec est une société comme nulle autre, qui a su respirer tous les parfums, du lis à la rose, pour se forger une identité originale forte et offrir au monde un exemple de progrès.

Ce que l'histoire et les faits démontrent aujourd'hui, c'est que le Québec a fait les bons choix. Le Québec est une société de valeurs et le Québec se bâtit solidement. Nous continuerons à poser les bons gestes. Au moment où éclatait la crise financière internationale, au mois de septembre dernier, le Québec s'était déjà donné une longueur d'avance. Pendant que plusieurs gouvernements du monde cherchent encore comment et combien investir dans les infrastructures pour soutenir leur économie, ici, les chantiers sont ouverts et créent de l'emploi dans toutes les régions du Québec. Pendant que les autres cherchent, le Québec construit. Pendant que les autres discutent, le Québec investit. Pendant que les autres consultent, le Québec est en action.

Depuis notre élection, le 8 décembre dernier, nous avons entrepris le déploiement du plan d'action économique que nous avons proposé aux Québécois en campagne électorale.

Pour créer de l'emploi et développer le Québec, nous avons confirmé une accélération des investissements dans les infrastructures, qui atteindront 41,8 milliards de dollars pour les cinq prochaines années.

Des voix: ...

Le Président: M. le premier ministre, je veux juste rappeler aux gens qui nous visitent qu'on n'a pas droit aux applaudissements dans les galeries. Merci.

M. Charest: Pour profiter de la demande croissante des énergies renouvelables, nous avons donné l'instruction à Hydro-Québec d'accélérer le développement de la puissance du Québec. Pour que nos entreprises puissent avoir les liquidités dont elles ont besoin, nous avons rendu 2 milliards de dollars disponibles, notamment en créant le

programme Renfort. Pour protéger les travailleurs et les entreprises, nous avons modifié les règles de gestion des régimes de retraite. Nous avons adopté, le 15 janvier dernier, à l'unanimité des voix de cette Assemblée la loi n° 1, Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Pour créer de l'emploi et favoriser une meilleure qualité de vie, nous avons mis en place un programme de soutien à la rénovation et à l'amélioration résidentielle, estimé à 250 millions de dollars. Pour protéger le pouvoir d'achat de milliers de travailleurs, nous avons annoncé une augmentation du salaire minimum dès le 1er mai prochain. Pour soutenir la production télévisuelle et cinématographique, nous avons bonifié le crédit d'impôt qui stimule cette industrie et les emplois qui y sont liés.

Ces actions récentes s'ajoutent à celles des dernières années qui ont contribué à renforcer notre économie. Par exemple, en 2008, nous avons baissé les impôts des Québécois de plus de 1 milliard de dollars pour retourner jusqu'à 2 000 \$ dans les poches des familles de la classe moyenne. La taxe sur le capital a été abolie pour les PME et le secteur manufacturier et sera complètement abolie pour toutes les entreprises d'ici la fin de l'année 2010. Le taux d'imposition des entreprises québécoises, à 30,9 %, est le plus bas au Canada et parmi les plus bas de l'OCDE. Nous avons soutenu l'innovation et le développement technologique.

Nous avons adopté des stratégies de soutien particulières pour des secteurs qui ont été durement éprouvés, comme la forêt, que nous avons renouvelées et mises à jour au fur et à mesure que les changements avaient lieu dans le marché. On a adopté des stratégies particulières pour l'aéronautique, la pharmaceutique, la mode, les nouvelles technologies, et un appui substantiel à l'économie sociale.

Nous avons, avec les syndicats, et les employeurs, et les groupes communautaires, présenté, il y a moins de un an, le Pacte pour l'emploi, un effort sans précédent de 1 milliard de dollars pour améliorer la participation au marché du travail et la productivité, en visant en particulier nos concitoyens qui ont besoin d'une aide supplémentaire parce que c'est des chômeurs de longue date, parce que c'est des gens qui reçoivent une prestation d'aide sociale ou parce qu'ils sont physiquement handicapés. Cette stratégie unique au monde qui rassemble autour d'une même table les groupes communautaires, les travailleurs, les employeurs, c'est exactement ce qu'il nous faut alors que nous abordons un ralentissement économique.

Je veux aujourd'hui rappeler que la crise économique n'est pas le seul défi que nous avons devant nous. Cette économie que tous les pays du monde essaient aujourd'hui de relancer, c'est une économie qui a fait une si mauvaise utilisation des ressources de la planète qu'elle est devenue une menace. Il y a aussi une crise environnementale. J'ai la profonde conviction que cette double crise déclenchera la véritable révolution du développement durable. Un monde meilleur émergera, et le Québec y contribuera. Cette année, les pays du monde vont négocier, à Copenhague, un nouveau traité de réduction de gaz à effet de serre, ce qu'on pourrait appeler Kyoto II, et, cette fois, les États-Unis, on peut l'espérer, ne seront plus dans le camp du déni mais dans le camp de ceux qui relèvent avec nous ce défi.

Ces deux crises sont liées, autant dans leurs causes que dans leurs solutions. Environnement et économie

sont les deux faces d'une même médaille. Et, dans cet ordre nouveau, le Québec a pris un leadership dans la lutte contre les gaz à effet de serre. C'est au Québec que les émissions de GES par habitant sont les plus faibles au Canada, environ la moitié de ce que c'est pour la moyenne canadienne. Notre plan de lutte contre les changements climatiques est reconnu comme l'un des meilleurs. Et nous avons notamment joint le Western Climate Initiative, qui développe les mécanismes pour la création d'un marché du carbone en Amérique du Nord. Le Québec porte l'idéal d'une économie durable.

● (14 h 30) ●

Nous sommes en bonne posture, M. le Président, mais nous ressentons, je le rappelle, les effets de cette crise. Notre économie vivra une période difficile avant que ça aille mieux. Il faut le dire franchement, il faut le dire ouvertement pour que nous puissions ensemble travailler à contrer les effets de cette crise économique.

Nous sommes entraînés dans cette tempête parce que les clients de nos entreprises achètent moins de nos produits. Par effet domino, nous voyons une réduction de la production, de l'emploi, des profits et des impôts qui se répercute jusque dans les revenus de l'État. Le Québec n'est pas la première économie touchée par cette crise, mais je veux que nous soyons parmi les premiers à en sortir. C'est notre capacité de travailler ensemble qui déterminera notre réussite. Plus que jamais, nous, Québécois, sommes responsables les uns des autres. Le Québec doit devenir une chaîne dont les maillons seront nos mains tendues. Nous devons être prêts à nous entraider et prêts à redoubler d'efforts. Dans cette Assemblée, les Québécois veulent nous voir travailler ensemble. Même si les Québécois ont reconnu la nécessité de se donner un gouvernement de stabilité, ils veulent que demeure dans leur Parlement une volonté de collaboration.

Les Québécois s'attendent à ce que les employeurs et les syndicats travaillent ensemble, et je leur demande de collaborer pour protéger les emplois et le développement des entreprises. Chacun d'entre nous peut faire sa part. On peut tous poser un geste qui contribue à restaurer la confiance et à créer de l'emploi. Un geste simple, par exemple, une évidence: acheter des produits québécois. Ça peut faire la différence pour nos producteurs agricoles, nos artisans, nos restaurateurs et nos artistes.

Pour ma part, j'entends aussi collaborer avec nos partenaires des autres paliers de gouvernement, avec les municipalités, avec le gouvernement fédéral et avec nos voisins du Canada et des États-Unis pour dynamiser nos économies et marcher ensemble vers le développement durable. Aux investisseurs, aux entrepreneurs, aux leaders économiques, je demande de l'audace. Ayez confiance. Cette crise, ce n'est pas une fatalité. Elle offre des opportunités et un passage vers l'avenir. Et, pour le Québec, cette crise, c'est une occasion de se démarquer.

Alors, M. le Président, je vais vous dire ce que nous allons faire: nous allons tenir dans la tempête, nous allons nous mettre en position pour rebondir et nous allons préparer l'avenir. Voilà les trois volets du mandat de mon gouvernement.

D'abord, nous allons investir dans notre économie comme jamais aucun gouvernement ne l'a fait. Nos investissements en infrastructures et en énergie vont fournir du travail, cette année, à plus de 100 000 Québécois. Pour la prochaine année, c'est un montant record de

13,9 milliards de dollars, presque 14 milliards de dollars, qui sera investi dans les programmes d'infrastructures et d'énergie. C'est un montant record pour cette année. C'est davantage que l'année précédente et, ce montant, qui est de presque 14 milliards de dollars, ce sera exactement le même montant que nous investirons l'année suivante. Cela permettra la réalisation de centaines de projets.

Par exemple, dans la capitale nationale, le chantier du super PEPS va s'ouvrir; à Montréal, le quartier des spectacles va sortir de terre; dans le Bas-Saint-Laurent, on commence, en 2009, le prolongement de l'autoroute 20 de Cacouna vers Rimouski.

M. le Président, c'est un Québec renforcé qui naîtra entre autres des investissements dans l'énergie. Depuis que nous formons le gouvernement, nous avons préparé l'avènement du Québec comme puissance mondiale des énergies renouvelables.

Au printemps 2006, mon gouvernement dévoilait une stratégie énergétique qui nous fait investir 31 milliards de dollars sur 10 ans et qui permet la création de 70 000 emplois. Le chantier de la décennie est en cours, aujourd'hui même, à la Baie-James: c'est Eastmain-1-A—Sarcelle—Rupert. C'est 5 milliards de dollars d'investissement, des dizaines de milliers d'emplois, dont près de 3 500 dès l'été prochain, pour la production future de 918 MW d'énergie propre et renouvelable.

Sur la Basse-Côte-Nord, ce sera La Romaine. Ce projet, qui vient de recevoir l'aval du Bureau d'audiences publiques en environnement, sera l'un des plus gros chantiers au monde. Un projet de près de 8 milliards de dollars, un projet global de près de 8 milliards de dollars, qui démarrera dès l'été, pour une capacité supplémentaire de 1 550 MW. Après La Romaine, toujours sur la Basse-Côte-Nord, ce sera Petit-Mécatina, qui représente environ 1 200 MW d'énergie propre.

En 2009, une nouvelle ligne de transport d'électricité de 1 250 MW sera mise en service entre le Québec et l'Ontario. Ce projet représente des investissements de 800 millions de dollars.

En 2009, nous allons poursuivre les démarches pour obtenir les autorisations nécessaires à la construction d'une nouvelle ligne de transport d'électricité de 1 200 MW vers les États-Unis. Ce sera la première fois depuis 30 ans qu'une nouvelle ligne d'interconnexion se construira vers notre voisin américain. Cela nous permettra d'exporter davantage d'énergie propre, de contribuer à la lutte contre les changements climatiques et de générer des profits qui feront du Québec une société plus prospère, plus riche, ayant davantage de moyens pour investir dans les réseaux de la santé et de l'éducation.

En 2009, nous poursuivrons le développement sur notre territoire de l'énergie éolienne. Et, d'ici 2015, le Québec deviendra un des principaux producteurs d'énergie éolienne en Amérique du Nord.

Aujourd'hui, les sociétés les plus riches du monde sont celles qui ont du pétrole. Mais demain les sociétés les plus riches seront celles qui auront de l'énergie propre et renouvelable. Grâce à ces investissements, nous allons créer de l'emploi, nous allons doter le Québec d'infrastructures stratégiques et nous allons préparer l'avenir avec le développement d'énergies renouvelables.

M. le Président, l'emploi et le maintien en emploi représentent la première priorité du gouvernement. C'est pourquoi nous avons mis en oeuvre le Pacte pour l'emploi.

Encore là, le Québec a pris de l'avance. Et nous allons maintenir cette avance en accompagnant les travailleurs qui sont touchés par cette crise.

À ceux qui seront dans cette situation, je veux dire ceci: Vous allez être au coeur de nos actions. Si vous faites le choix de vous former pour occuper un nouvel emploi, nous allons vous accompagner. Pour vous encourager à aller chercher les nouvelles compétences dont vous aurez besoin, nous allons vous aider financièrement. Nous allons soutenir l'effort des travailleurs.

Nous allons soutenir l'effort des entreprises qui mettront en oeuvre des programmes de formation plutôt que de licencier des employés. Nous allons profiter de cette crise pour mieux adapter l'offre de formation aux besoins des travailleurs et des entreprises dans chaque région du Québec. Nous allons viser la formation sur mesure. L'objectif, c'est assouplir les programmes de formation pour mieux répondre aux besoins des travailleurs et des entreprises.

● (14 h 40) ●

La crise économique place l'éducation et la formation au coeur des priorités de notre premier mandat.

L'enjeu du décrochage scolaire continue d'être une forte préoccupation pour toute la société québécoise. Dans les dernières années, nous avons fait des progrès importants sur le plan du rattrapage scolaire. Nous avons vu un nombre sans précédent de jeunes revenir à l'école pour compléter leur formation. Le taux d'obtention d'un diplôme d'études secondaires est passé, entre 2002 et 2007, de 79,8 % à 85,1 %. Aussi, le taux d'obtention d'un diplôme d'études secondaires au Québec est supérieur à ce qu'il est au Canada et supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE. Il y a plus de jeunes qui reviennent à l'école, mais nous devons faire en sorte qu'il y en ait moins qui quittent. Nous devons augmenter la mobilisation de toute la société pour garder à l'école les jeunes qui sont à risque de décrochage.

Depuis plusieurs années, on a beaucoup interpellé les professeurs, les directeurs d'école, les commissions scolaires et le gouvernement. Cela est normal. Mais, si le Québec veut véritablement enrayer le décrochage scolaire, il faut aussi interpellier directement les parents. La lutte au décrochage scolaire commence à la maison avec les parents, qui doivent valoriser l'éducation et soutenir leurs enfants dans leur cheminement scolaire. Elle se poursuit dans la communauté, c'est-à-dire que ceux qui emploient des jeunes, qui leur permettent de s'initier au travail, doivent prendre garde à ne pas les éloigner des études. Et cette lutte au décrochage scolaire se prolonge dans des mesures gouvernementales que nous avons mises en place, comme une heure de plus à l'école par semaine, l'Aide aux devoirs, mais surtout le soutien aux élèves en difficulté. Mon gouvernement posera de nouveaux gestes en faveur de la persévérance scolaire, comme la baisse progressive du nombre d'élèves par classe et le développement des activités culturelles et sportives, qui renforcent l'appartenance des jeunes à l'école. Pour mieux réussir, le gouvernement proposera avec ses partenaires de nouvelles mesures et aussi une nouvelle approche adaptée à chaque région du Québec.

Par l'éducation, nous affirmerons également notre vision d'une société ouverte, ouverte à la diversité et fière de ses valeurs communes. Et, par le biais de notre

réseau d'éducation, nous apporterons une partie de la réponse à l'un des plus grands défis auxquels nous faisons face, le défi démographique.

Le Québec accueille chaque année 22 000 étudiants étrangers. Ils sont jeunes, ils sont brillants, ils sont talentueux, le monde entier se les arrache. Ils viennent chez nous pour la qualité de l'enseignement. Il en vient 22 000 par année dans toutes nos cités universitaires, à Montréal, à Québec, à Sherbrooke, à Rimouski, mais il en repart presque autant. À peine un sur 10 reste au Québec, alors que plusieurs ont appris une nouvelle langue, alors qu'ils ont appris nos valeurs. M. le Président, je veux que, pour eux, le Québec ne soit pas qu'un heureux souvenir, mais qu'il soit également un projet d'avenir. Nous allons poser un geste audacieux pour garder cette jeunesse et son potentiel chez nous. Désormais, un étudiant étranger obtenant son diplôme ici se verra offrir un certificat de sélection pour immigrer au Québec. Nous nous fixons comme objectif de tripler le nombre d'étudiants étrangers qui font le choix de demeurer au Québec.

Voilà donc ce que nous ferons: tenir bon en aidant les travailleurs mis à pied à se requalifier, être prêts à rebondir en développant une culture de la formation et de la persévérance scolaire, et assurer l'avenir en attirant au Québec les meilleurs talents.

M. le Président, dans un contexte de ralentissement, mon gouvernement fait le choix de soutenir notre économie et d'aider les Québécois. Mon gouvernement ne rééditera pas les erreurs de nos prédécesseurs. Nous devons protéger les services aux citoyens, au premier chef la santé et l'éducation. Pour ces raisons, mon gouvernement présentera un budget déficitaire. Nous allons continuer à gérer avec rigueur comme nous l'avons fait depuis 2003. Pour ces raisons, nous devons prendre, dès le prochain budget, des décisions qui seront difficiles.

Malgré cette crise et la pression qu'elle exerce sur les finances publiques, nous allons continuer d'investir en santé, notamment en facilitant l'accès à un médecin avec de nouveaux groupes de médecine familiale et en valorisant le travail des infirmières. Nous allons aussi honorer nos responsabilités envers les plus vulnérables d'entre nous: nos aînés en perte d'autonomie, les proches qui les entourent, les personnes vivant avec un handicap et les entreprises de l'économie sociale. Le Québec est une société de compassion. Dans ce budget, nous allons aussi soutenir nos entreprises, soutenir l'investissement, stimuler l'innovation, particulièrement le développement des nouvelles technologies vertes, et maintenir une fiscalité concurrentielle.

M. le Président, la tempête financière a touché certaines de nos institutions. Les pertes encourues par la Caisse de dépôt et de placement du Québec sont en grande partie attribuables à la situation des marchés mais aussi à des choix de placement qui se sont avérés des erreurs. Le gouvernement assumera ses responsabilités pour rétablir la confiance des Québécois envers la Caisse de dépôt et de placement.

Jeudi dernier, nous avons annoncé un nouveau président du conseil d'administration. Puis un nouveau président et chef de la direction sera aussi nommé dans les plus brefs délais. Cette nouvelle direction devra revoir la gestion des risques de manière à assurer l'intérêt à long terme de la caisse, de ses déposants et de tout le Québec. Comme tous les citoyens du Québec, je souhaite

que les hauts dirigeants de la Caisse de dépôt et de placement puissent répondre aux questions des députés en commission parlementaire. J'invite les partis d'opposition à travailler avec nous pour que nous puissions tenir cette commission le plus rapidement possible.

Partout dans le monde, les gouvernements, à l'instar du Québec, préparent des plans de relance, des plans de relance coûteux pour redémarrer leur économie. Dans de telles situations, toujours on observe la tentation au protectionnisme et au repli. En fait, cette tentation, elle est très forte.

Le Québec offre et défend une autre vision, une vision d'une plus grande coopération, d'une plus grande entraide, d'une plus grande justice. Le Québec prône une mondialisation à échelle humaine parce que nous sommes culturellement, économiquement, géographiquement un pont entre deux civilisations et deux continents. Notre histoire est la preuve que l'ouverture est gage de succès et que la coopération est gage de progrès. Je veux mener le Québec plus loin. Je veux mettre en oeuvre des changements pour élargir nos horizons et accroître nos capacités de développement.

Le Québec, je le vois comme un leader en environnement, et à cet effet nous proposerons une loi proclamant la propriété collective de l'eau. Le Québec, je le vois comme un précurseur mondial du développement durable et de lutte aux changements climatiques, ce que nous affirmerons dans les négociations à Copenhague. Le Québec, je le vois comme un adversaire du protectionnisme et un défenseur de l'ouverture des marchés à la grandeur des Amériques, de la terre de Baffin à la Terre de Feu. Ce que je veux, c'est plus d'espace pour le rayonnement de notre nation et de notre langue, pour la diffusion de notre talent et pour notre présence dans le monde.

● (14 h 50) ●

L'automne dernier, avec le président de la République française, Nicolas Sarkozy, j'ai signé une entente qui permet à un travailleur formé d'un côté de l'Atlantique d'exercer son métier de l'autre côté. Ce premier corridor de mobilité entre deux continents facilitera le recrutement d'une main-d'oeuvre qualifiée. Dès cette session parlementaire, nous déposerons un projet de loi pour mettre en oeuvre cette entente. De son côté, la France fera de même.

Ce qui me rend très fier au sujet de cette entente, c'est que nous, Québécois et Français, sommes les premiers au monde à créer un nouvel espace de mobilité pour nos citoyens respectifs, mais surtout que ce nouvel espace de mobilité naît dans la langue de Molière, qui devient ainsi l'étendard d'une nouvelle forme de coopération.

Nous nous sommes entendus avec nos partenaires français pour compléter les négociations d'ententes spécifiques d'ici 2010. Nous le ferons pour une centaine de métiers et de professions. Voilà la preuve que l'influence du Québec n'est pas affaire de statut mais plutôt une affaire de stature.

Un deuxième projet d'envergure prendra son envol dans quelques semaines. Le 6 mai prochain aura lieu à Prague le sommet annuel entre le Canada et l'Union européenne. Lors de ce sommet seront lancées les négociations formelles visant un accord transatlantique entre le Vieux et le Nouveau Continent. C'est le leadership du Québec qui rend possible ce rapprochement historique. Plus que jamais le Québec sera la grande porte d'entrée de l'Europe en Amérique du Nord.

Des études préliminaires indiquent qu'une telle entente aurait pour effet d'augmenter de 20 % les exportations canadiennes vers l'Union européenne, ce qui représenterait une activité économique additionnelle de 12 milliards de dollars pour le Canada. L'entente que nous voulons portera, entre autres, sur le commerce de biens, de services, l'investissement, les marchés publics, la propriété intellectuelle et encore une fois la question de la mobilité de la main-d'œuvre, car nous avons ici l'occasion de faire migrer l'entente France-Québec à l'intérieur de l'entente entre le Canada et l'Union européenne.

Nous, Québécois, croyons que nous devons aller plus loin que jamais auparavant dans toute entente similaire. Nous voulons une entente de nouvelle génération qui intégrera aussi les domaines de la science, de la recherche, de l'environnement et de la culture. Il faut aller plus loin que jamais on ne l'aura fait auparavant, M. le Président.

Pour la première fois de notre histoire et grâce au leadership de mon gouvernement, le Québec participera directement, dans le respect de nos compétences, aux négociations de cette entente entre le Canada et l'Union européenne. Dans cette perspective, j'entends mobiliser les représentants des secteurs concernés afin de s'assurer que l'entente Canada-Union européenne corresponde aux ambitions et aux aspirations du Québec. Voilà encore comment le Québec peut, à sa façon, aider à construire un monde nouveau.

Ce nouvel espace économique, c'est aussi une mise en valeur de notre appartenance à la fédération canadienne. Ainsi, nous concluons une nouvelle alliance avec notre voisin de l'Ontario pour faire naître la quatrième puissance économique du continent après la Californie, le Texas et New York. C'est un libre accès à nos marchés respectifs, une coopération sur le plan environnemental et un partenariat économique renforcé.

Cette coopération donnera lieu, ce printemps, à une nouvelle réunion conjointe des conseils des ministres des gouvernements du Québec et de l'Ontario. Puis, avec nos partenaires canadiens réunis au Conseil de la fédération, nous mettrons en oeuvre, dès le 1er avril 2009, la pleine mobilité de la main-d'œuvre à travers le Canada. Un travailleur qualifié pourra postuler sur n'importe quel emploi n'importe où au pays.

Nous ne devons jamais perdre de vue que, malgré la crise économique actuelle, le Québec fait face à un vieillissement de sa population et à un problème croissant de pénurie de main-d'œuvre. Alors que nous poserons des gestes pour encourager des personnes plus âgées à faire le choix de rester dans le marché du travail, alors que nous poserons des gestes pour attirer des étudiants étrangers, nous devons également faire du Québec une destination de choix pour les travailleurs, pour les chercheurs, pour les scientifiques, pour les artistes. Nous avons besoin de créer un environnement, un pôle d'attraction pour qu'à chaque année des dizaines de milliers de personnes viennent bâtir le Québec avec nous. La démographie du Québec le commande; l'avenir du Québec commande cette ouverture, cette vision et cet effort.

Enfin, M. le Président, nous mettrons en oeuvre le plus grand projet de développement durable jamais entrepris au Québec. Ce sera le plan Nord. Cet immense territoire au nord du 49e parallèle, deux fois grand comme la France — deux fois grand comme la France — c'est

chez nous. Nous partageons ce territoire avec ceux qui l'habitent: les premières nations et les Inuits, les Jamésiens et les Nord-Côtiers. C'est un grand projet de développement. C'est l'énergie propre pour la prospérité de tout le Québec qui aidera la planète à mieux respirer; c'est un potentiel minier déjà immense et encore méconnu dont l'exploitation responsable donnera des bénéfices à tout le Québec, le Québec qui vient d'être confirmé encore une fois comme étant le meilleur endroit au monde pour investir dans le secteur minier.

Le Nord québécois, ce sont des paysages fascinants, peints par des artistes illustres comme René Richard, que nous allons découvrir et faire découvrir. C'est à la fois une immense richesse et une immense responsabilité. C'est un projet dont nous ferons un exemple de développement durable. C'est un projet pour les jeunes de tout le Québec, et en particulier pour les jeunes des premières nations et des Inuits, que je veux associer à notre avenir... et bénéficier de ses promesses.

Mon gouvernement travaillera en étroite collaboration avec les hommes et les femmes qui habitent le Nord québécois. Le 6 mars dernier, dans la foulée du sommet de Katimavik de 2007, j'ai rencontré les leaders inuits. Nous avons eu des échanges respectueux et fructueux sur le développement du Nord, qui est porteur d'espoir pour la jeunesse de ce peuple. À nos concitoyens des premières nations et des Inuits je réitère aujourd'hui que rien dans le plan Nord ne remettra en question ce qui a été conclu, ce qui est en négociation ou en pourparlers. J'ai d'ailleurs confié au ministre des Affaires autochtones le mandat de convenir avec eux du meilleur processus pour les assurer de la prise en compte de leurs droits, de leurs intérêts et de leurs préoccupations. Nous allons offrir une vision de l'avenir du Nord québécois qui conciliera leurs intérêts. Nous allons assurer l'avenir du Québec et l'avenir des générations qui nous succéderont.

M. le Président, ce mandat que nous amorçons s'annonce chargé. Il comporte trois grands chantiers: premièrement, nous ferons de l'emploi notre première priorité en investissant comme jamais, notamment dans les infrastructures et le développement énergétique, et en aidant nos entreprises à garder les Québécois au travail.

Deuxièmement, nous miserons sur la formation et l'éducation pour rebondir. Nous accompagnerons les travailleurs touchés, développerons la formation, lutterons, avec une détermination renouvelée, contre le décrochage scolaire, et nous allons recruter des talents et des cerveaux.

● (15 heures) ●

Et, troisièmement, nous donnerons au peuple québécois l'espace dont il a besoin pour grandir. Cet espace, nous le créerons avec l'entente France-Québec sur la mobilité des travailleurs. Cet espace, nous le déploierons dans un accord entre le Canada et l'Union européenne. Cet espace, nous le développerons par de nouvelles alliances au sein de la fédération canadienne. Et, ce nouvel espace, nous l'occuperons en nous donnant un plan pour développer le Nord québécois.

M. le Président, l'enjeu central de ce mandat, c'est l'économie. Tout mon gouvernement, chaque ministre, chaque député, chaque ministère, chaque société d'État est mobilisé pour aider nos travailleurs et nos entreprises à traverser cette crise sans précédent. Cette crise, nous allons l'affronter, nous allons la traverser, nous allons en faire une occasion de nous démarquer. J'appelle les

Québécois à travailler avec nous, mais surtout à travailler ensemble pour que nous soyons parmi les premiers à rebondir.

Nous serons tous les jours le gouvernement de tous les Québécois et nous ne ménagerons aucun effort pour accompagner ceux qui auront besoin d'aide, pour soutenir nos familles, nos communautés, nos entreprises. Nous devons, aujourd'hui plus que jamais, nous sentir responsables les uns des autres et nous réunir, dans cette Assemblée, dans nos villes, dans nos régions, avec le désir d'amortir les chocs du présent et préparer l'avenir. Alors, nous serons les dignes héritiers de ceux qui nous ont précédés et qui ont permis, pendant 400 ans, l'épanouissement de notre nation. Merci.

(Applaudissements)

Le Président: Alors, Mmes et MM. les députés, je vous inviterais à garder vos sièges le temps que nous puissions nous déplacer vers la salle du Conseil législatif pour vous accueillir.

Ajournement

Et ceci, pour aujourd'hui, met fin à nos travaux. La séance est levée. Et, conformément aux dispositions du règlement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 11 mars 2009, à 10 heures, alors que la chef de l'opposition officielle présentera sa réplique.

Bonne fin de journée à tous et toutes.

(Fin de la séance à 15 h 5)

Membres de l'Assemblée nationale du Québec

Président : M. Yvon Vallières
 Première vice-présidente: Mme Fatima Houda-Pepin
 Deuxième vice-président: M. Jacques Chagnon
 Troisième vice-président: M. François Gendron

<u>Nom, prénom</u>	<u>Affiliation politique</u>	<u>Circonscription électorale</u>
Arcand, Pierre*	PLQ	Mont-Royal
Auclair, Vincent	PLQ	Vimont
Aussant, Jean-Martin	PQ	Nicolet-Yamaska
Bachand, Claude	PLQ	Arthabaska
Bachand, Raymond*	PLQ	Outremont
Beauchamp, Line*	PLQ	Bourassa-Sauvé
Beaudoin, Denise	PQ	Mirabel
Beaudoin, Louise	PQ	Rosemont
Béchar, Claude*	PLQ	Kamouraska-Témiscouata
Bédard, Stéphane	PQ	Chicoutimi
Bergeron, Stéphane	PQ	Verchères
Bergman, Lawrence S.	PLQ	D'Arcy-McGee
Bernard, Daniel	PLQ	Rouyn-Noranda—Témiscamingue
Bernier, Raymond	PLQ	Montmorency
Bérubé, Pascal	PQ	Matane
Billette, Stéphane	PLQ	Huntingdon
Blais, Marguerite*	PLQ	Saint-Henri—Sainte-Anne
Blanchet, Yves-François	PQ	Drummond
Bolduc, Yves*	PLQ	Jean-Talon
Bonnardel, François	ADQ	Shefford
Bouchard, Camil	PQ	Vachon
Boucher, Etienne-Alexis	PQ	Johnson
Bouillé, Marie	PQ	Iberville
Boulet, Julie*	PLQ	Laviolette
Caire, Éric	ADQ	La Peltrie
Carrière, Marc	PLQ	Chapleau
Chagnon, Jacques	PLQ	Westmount—Saint-Louis
Champagne, Noëlla	PQ	Champlain
Charbonneau, Francine	PLQ	Mille-Iles
Charest, Jean*	PLQ	Sherbrooke
Charette, Benoit	PQ	Deux-Montagnes
Charlebois, Lucie	PLQ	Soulanges
Chevarie, Germain	PLQ	Îles-de-la-Madeleine
Cloutier, Alexandre	PQ	Lac-Saint-Jean
Corbeil, Pierre*	PLQ	Abitibi-Est
Courchesne, Michelle*	PLQ	Fabre
Cousineau, Claude	PQ	Bertrand
Curzi, Pierre	PQ	Borduas
Deltell, Gérard	ADQ	Chauveau
Diamond, Jean-Paul	PLQ	Maskinongé
Doyer, Danielle	PQ	Matapédia
Drainville, Bernard	PQ	Marie-Victorin
Drolet, André	PLQ	Jean-Lesage
Dubourg, Emmanuel	PLQ	Viau
Dufour, Marjolain	PQ	René-Lévesque
Dupuis, Jacques P.*	PLQ	Saint-Laurent
Dutil, Robert*	PLQ	Beauce-Sud
Ferland, Luc	PQ	Ungava
Gagnon-Tremblay, Monique*	PLQ	Saint-François
Gaudreault, Maryse	PLQ	Hull
Gaudreault, Sylvain	PQ	Jonquière
Gautrin, Henri-François	PLQ	Verdun
Gauvreau, René	PQ	Groulx
Gendron, François	PQ	Abitibi-Ouest
Girard, Nicolas	PQ	Gouin
Gonthier, Johanne	PLQ	Mégantic-Compton
Groncin, Janvier	ADQ	Beauce-Nord
Hamad, Sam*	PLQ	Louis-Hébert
Hivon, Véronique	PQ	Joliette
Houda-Pepin, Fatima	PLQ	La Pinière
Huot, Patrick	PLQ	Vanier
James, Yolande*	PLQ	Nelligan

Jérôme-Forget, Monique*	PLQ	Marguerite-Bourgeoys
Kelley, Geoffrey	PLQ	Jacques-Cartier
Khadir, Amir	QS	Mercier
Kotto, Maka	PQ	Bourget
Lapointe, Lisette	PQ	Crémazie
Leclair, Guy	PQ	Beauharnois
L'Écuyer, Charlotte	PLQ	Pontiac
Legault, François	PQ	Rousseau
Léger, Nicole	PQ	Pointe-aux-Trembles
Lehouillier, Gilles	PLQ	Lévis
Lemay, Martin	PQ	Sainte-Marie—Saint-Jacques
Lessard, Laurent*	PLQ	Frontenac
MacMillan, Norman*	PLQ	Papineau
Malavoy, Marie	PQ	Taillon
Maltais, Agnès	PQ	Taschereau
Mamelonet, Georges	PLQ	Gaspé
Marcoux, Yvon	PLQ	Vaudreuil
Marois, Pauline	PQ	Charlevoix
Marsan, Pierre	PLQ	Robert-Baldwin
Matte, Michel	PLQ	Portneuf
McKay, Scott	PQ	L'Assomption
Ménard, Nicole*	PLQ	Laporte
Moreau, Pierre	PLQ	Châteauguay
Morin, Norbert	PLQ	Montmagny-L'Islet
Normandeau, Nathalie*	PLQ	Bonaventure
Ouellette, Guy	PLQ	Chomedey
Ouimet, François	PLQ	Marquette
Pagé, Sylvain	PQ	Labelle
Paquet, Alain	PLQ	Laval-des-Rapides
Paradis, Pierre	PLQ	Brome-Missisquoi
Pelletier, Émilien	PQ	Saint-Hyacinthe
Pelletier, Irvin	PQ	Rimouski
Picard, Marc	ADQ	Chutes-de-la-Chaudière
Pigeon, Michel	PLQ	Charlesbourg
Pinard, Claude	PQ	Saint-Maurice
Poirier, Carole	PQ	Hochelaga-Maisonneuve
Rathé, Daniel	PQ	Blainville
Rebello, François	PQ	La Prairie
Reid, Pierre	PLQ	Orford
Richard, Lorraine	PQ	Duplessis
Richard, Monique	PQ	Marguerite-D'Youville
Robert, Gilles	PQ	Prévost
Rotiroti, Filomena	PLQ	Jeanne-Mance—Viger
Roy, Sylvie	ADQ	Lotbinière
Simard, Serge*	PLQ	Dubuc
Simard, Sylvain	PQ	Richelieu
Sklavounos, Gerry	PLQ	Laurier-Dorion
St-Amand, Danielle	PLQ	Trois-Rivières
St-Arnaud, Bertrand	PQ	Chambly
St-Pierre, Christine*	PLQ	Acadie
Thériault, Lise*	PLQ	Anjou
Tomassi, Tony*	PLQ	LaFontaine
Traversy, Mathieu	PQ	Terrebonne
Tremblay, Guillaume	PQ	Masson
Trottier, Denis	PQ	Roberval
Turcotte, Dave	PQ	Saint-Jean
Vallée, Stéphanie	PLQ	Gatineau
Vallières, Yvon	PLQ	Richmond
Vien, Dominique*	PLQ	Bellechasse
Villeneuve, André	PQ	Berthier
Weil, Kathleen*	PLQ	Notre-Dame-de-Grâce
Whissell, David*	PLQ	Argenteuil

PLQ: Parti libéral du Québec (66)
 PQ: Parti québécois (51)
 ADQ: Action démocratique du Québec (6)
 QS: Québec solidaire (1)
 Vacant: Rivière-du-Loup (1)